

IIED
International
Institute
for Environment
and
Development

S
E
D

E
C
N
E
U
N
R
F
G
N
I
L
D

T
T
E
L
A
N
O
A
I
'
L
A
S
T
R
U
S
S
E
D
S
E
G
N
D
A
H
S
E
F
A
U
N
O
I
T
I
G
I
E
L
R
O
P

N
I
T
E
L
L
U
B

Éditorial: Les femmes en vedette!!

AComme pour donner raison à Mansour qui clamait avec fracas « le poids pesant des femmes » dans le programme Sahel, ce numéro 6 de **Seg Taaba** leur est dédié! Au delà du militantisme primaire, nous saisissons cette occasion pour regarder de plus près ces acteurs dont le rôle incontournable dans la décentralisation et la gestion des ressources naturelles n'est pas à prouver, mais dont la participation est souvent limitée.

tion est souvent limitée.

Seg Taaba 6 met donc en vedette que quelques initiatives qui tournent autour de la problématique Genre, Décentralisation et GRN au Sahel.

Bonne lecture à tous et en perspective de la journée de la femme, le 8 mars, bonne fête à toutes!!!



Zoom Sur: Programme Collaboratif Genre et Développement

La meilleure intégration des femmes dans le système de production et de GRN constitue un défi important au Sénégal. Les services gouvernementaux, les organismes d'appui au développement et les structures non gouvernementales sont conscients de la nécessité de promouvoir au sein de la communauté un système social et des relations équitables, basés sur un système de gestion équilibré des ressources naturelles.

Malgré tous les efforts déployés, ces dernières années, pour une meilleure intégration des femmes dans des secteurs comme la GRN, des difficultés subsistent. La représentation des femmes au niveau des instances décentralisées et leur participation au processus de décentralisation sont faibles. Les expériences développées pour prendre en compte cette problématique du genre sont dispersées et peu documentées. Enfin, force est de constater que peu d'instruments ont été développés pour rendre le concept opérationnel et créer un mécanisme de négociation endogène.

La création du groupe de recherche-action collaborative sur Genre et Développement est une initiative du programme Sahel de l'IIED qui réunit un ensemble de partenaires. Les axes thématiques retenus par ce groupe sont la décentralisation, la GRN, l'entrepreneuriat rural, l'accès aux savoirs. Ce programme a pour objectif de développer l'échange d'expériences entre institutions et acteurs à la base et à promouvoir des processus internes et participatifs d'apprentissage. Cela passe par le renforcement des capacités de prise en compte des relations de genre dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de GRN.

Depuis mars 2000, un certain nombre d'activités sont menées, et des groupes locaux d'apprentissage ont été mis en place parmi lesquels on peut citer le groupe de Djilor, mis en place en partenariat avec le Projet Auto promotion et Gestion des Ressources Naturelles au Sine Saloum (PAGERNA) et les organisations de base.

Le plan d'aménagement et de gestion du territoire de Djilor, appuyé par le PAGERNA, a permis, avec l'aménagement d'une digue anti-sel et l'érection d'une ceinture de mise en

(Suite page 3)

Dans ce numéro:

Réseau Genre et Créativité au Niger	2
Premiers pas d'un réseau genre et énergie	2
Zoom sur...: Programme Collaboratif Genre et Développement	3
Entretien: Zéneb Touré présente ACFED	3
Opinion:Revenir à l'essentiel!	4
Compte Rendu: Landnet West Africa est	4
Humeur, Humour: Des latrines de développement	4

L'équipe de Rédaction

Awa Faly BA

Fatou NDIAYE

Mamadou Bara GUEYE

Mame Marième FALL

Serigne Mansour TALL

RESEAU GENRE ET CREATIVITE AU NIGER: influencer les politiques

Au sein de chaque pays, des femmes et des hommes œuvrent à la construction d'une société plus équitable. Dans ce cadre, la prise en compte des femmes s'est faite à travers différentes approches. Après les approches «Intégration des Femmes au Développement» (IFD) et «Femmes et Développement» (F&D), l'approche «Genre et Développement», sans être une rupture par rapport à IFD, s'est voulue plus systématique pour réduire, voire enrayer les disparités entre les hommes et les femmes. Dans sa démarche, le genre analyse à la fois les rôles respectifs des femmes et des hommes, leur position par rapport à la prise de décision, les questions d'accès aux ressources et de maîtrise des ressources, ainsi que le contrôle de pouvoir. La démarche genre facilite ainsi pour chacun et chacune et à tous les niveaux, l'accès aux moyens et aux bénéfices du développement. Dans l'opérationnalisation de cette approche genre, bien des difficultés ont poussé les intervenants et les intervenantes du développement à réfléchir sur la pertinence et l'adéquation des concepts par rapport au contexte africain.

Forts de ce constat, différentes(s) actrices et acteurs, intervenant dans le contexte de l'Afrique de l'ouest se sont interrogés sur la pertinence des concepts liés à l'approche genre par rapport aux réalités de terrain et ont créé en octobre 1996 à Niamey au Niger, un réseau scientifique dont l'action est fondée

sur les principes de l'approche genre et développement énoncé par le réseau genre et créativité en Afrique «REGECA», regroupant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal. Le siège se trouve à Ouagadougou (Burkina Faso).

Des formateurs, des planificateurs, des chercheurs nigériens des deux sexes, les développeurs des nouveaux projets, encore plus concernés par les déséquilibres, les iniquités, essayent de conduire l'approche genre dans le champ socioculturel nigérien et dans les domaines clés du développement : éducation de base, projets, ONG, associations, micro crédits, santé, agropastoralisme, environnement, etc. Ainsi se construisent des guides, des modules de formation, des recherches actions, des planifications, des analyses, des études de terrain d'inspiration et d'orientation genre. Le but est de créer un cadre institutionnel susceptible d'influencer les politiques et programmes de développement pour une meilleure prise en compte de la dimension genre. Les activités de REGECA Niger s'articulent autour de trois axes avec la sensibilité genre dans toutes les actions de développement : études et recherche, formation, communication.

**Haoua Sidibé Email: dexlonani@intnet.ne
B.P 12.676 Niamey- NIGER, Tél. 75 41 58**

PREMIERS PAS D'UN RESEAU GENRE ET ENERGIE AU SENEGAL

GENRE ET ENERGIE: Quels liens ?

La pertinence de mettre en rapport le genre et l'énergie vient du constat que l'énergie est un des facteurs clés du développement et qu'il paraît utile d'examiner les problèmes vécus par les femmes dans cette optique. La pauvreté énergétique est un facteur majeur de sous-développement qui touche les femmes aussi bien que les hommes. Néanmoins, dans leurs rôles de mères de familles et de gestionnaires de ressources énergétiques au sein du foyer, les femmes sont concernées par les problèmes d'énergie de façon quotidienne. D'autre part les femmes souffrent beaucoup de problèmes de santé liés à l'utilisation du bois de feu et/ou du charbon de bois ou d'autres sources d'énergie traditionnelles. La réflexion sur femmes et énergie a commencé depuis un certain temps au niveau des instances internationales qui cherchent à résoudre les problèmes de sous-développement et de réduction de la pauvreté en visant les femmes. D'ailleurs on a affirmé de plus en plus que la pauvreté a un visage féminin et qu'aider les femmes c'est contribuer au développement, comme cela a été mis en exergue lors d'une réunion organisée à Nairobi du 13 au 15 mars 2000 sur le thème "Femmes et Énergie" regroupant des experts de plusieurs pays d'Afrique. Cependant, on a constaté que la problématique est souvent soulevée par des personnes qui vivent en dehors du contexte des femmes urbaines et rurales d'Afrique et qui ne connaissent pas les réalités du terrain, ce qui conduit à des travaux qui sont en dehors du contexte africain.

Puisque le diagnostic sur le problème du genre a déjà été abordé tout au long des dix dernières années, il semble maintenant urgent de passer aux choses concrètes et d'identifier des outils pratiques et simples qui puissent aider les femmes dans leurs activités rémunératrices, réduire leur dépendance et les encourager à accéder aux options énergétiques propres, économes et ayant moins d'impacts négatifs sur leur santé et celle de leurs enfants. Donc, plutôt que de se limiter aux réunions ad hoc sur la ques-

tion avec des résultats peu concluants il serait opportun de systématiser les acquis et de mettre en application des solutions concrètes. Il est aussi fondamental d'initier la réflexion sur tous ces points plutôt que de répondre à des incitations venant de l'extérieur.

VERS UN RESEAU SUR GENRE ET ENERGIE

A l'invitation du programme "Energie" d'Enda et du Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE), des professionnels d'horizons divers* se sont retrouvés le 13 février 2001, pour discuter de l'opportunité de créer un réseau sur "genre et énergie". Cette rencontre s'inscrit dans une série de rencontres initiée par un groupe de professionnels africains depuis bientôt un an, sous l'égide de trois institutions à savoir RPTES de la Banque Mondiale, PROGEDE, et ENDA Tiers Monde. Les participants ont mis en évidence le besoin de partager ce que chacun expérimente de son côté, en vue de capitaliser les acquis. De ce fait, il serait possible de rendre plus efficaces les efforts disséminés dans plusieurs programmes ayant en commun l'utilisation de l'analyse selon le genre comme instrument de renforcement de la position des femmes et de lutte contre la pauvreté. Ce partage d'expériences et d'informations permettra d'identifier les raisons qui contribuent au succès ou à l'échec de certains projets et d'en prendre compte dans l'élaboration de nouveaux projets. Un réseau sur "genre et énergie" au Sénégal pourrait ensuite établir des liens avec des réseaux similaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est où les questions de genre font l'objet d'études depuis une vingtaine d'années..

* Enda Energie et Cyberpop, CODESRIA, IIED Sahel, PGCRN, PAEF

Contact

**Mme Fatma Denton <energy2@enda.sn>
Mme Oumy Khairy Ndiaye <okndiaye@telecomplus.sn>**

Zoom Sur: Programme Collaboratif Genre et Développement

(suite de la page 1)

défens, une récupération d'importantes étendues de terres de la vallée de Djilor. Cela a favorisé la dynamisation de la culture du riz et l'augmentation des rendements sur ces terres de la vallée. Les femmes sont traditionnellement les principales exploitantes et ont un droit d'accès et de contrôle sur les terres rizicoles. Aujourd'hui, la récupération de la vallée et les perspectives que la riziculture offre ont fini par susciter beaucoup d'enjeux et de convoitise. Cela se traduit par l'augmentation des demandes d'affection des terres de la vallée, formulées, notamment, par les hommes, auprès de la commission domaniale. Cette tendance risque de créer une pression foncière dans la vallée et pose le problème de la sécurité des femmes dans la production du riz. Il faut ajouter que cette riziculture est pratiquée en majorité par les femmes âgées, à travers les groupements féminins. La culture du riz est perçue comme un segment mineur de l'exploitation familiale et de la consommation du ménage ce qui pose tout le problème de l'implication des jeunes femmes. De manière générale, les jeunes ne s'investissent pas dans la riziculture, et alors qu'ils constituent une force potentielle pour appuyer la production de riz et les ouvrages d'aménagement de l'espace. Ils ne sont pas représentés dans les instances de décision et les programmes de GRN, et de ce fait, leurs préoccupations ne sont pas prises en compte. Tels sont les enjeux que la mise en place d'un groupe d'apprentissage local participatif prendra en charge. L'idée est de favoriser le maintien d'un équilibre entre les groupes

d'utilisateurs dans ce processus de changement du système de production et de gestion des ressources naturelles. Il s'agit également d'impulser une dynamique locale de négociation et de changement dans les mécanismes de GRN et de prise de décision.

Ce groupe de recherche-action est composé des représentants du conseil rural, des groupements féminins, des associations de jeunes, des responsables des cellules d'animation et de concertation (CAC) et du cadre de concertation (CDC). Un programme de recherche et de renforcement des capacités a été élaboré. Les principaux axes, retenus par le groupe, sont

- Une analyse des mécanismes d'accès et de contrôle de la terre par les différents groupes pour mieux définir une stratégie de sécurité foncière des groupes sensibles.
- Un diagnostic institutionnel et un processus de renforcement des capacités des organisations et du leadership des jeunes et des femmes, à jouer un rôle stratégique dans le processus de GRN.
- Le renforcement des acteurs en matière de planification et de suivi-évaluation de leur système de GRN afin de garantir une prise en compte des préoccupations de tous les acteurs et une intégration de leurs activités.
- Le renforcement d'un système d'information et de communication entre acteurs.

Fatou Ndiaye IIED Sahel

Email: iiedsen@telecomplus.sn /fatoundiaye@sentoo.sn

Entretien

Rencontre avec Zéneb Touré, présidente de ACFED Sahel, une association qui du Burkina Faso œuvre pour la promotion de la femme au Sahel en vue d'un développement durable.

Seg Taaba : Qu'est ce que l'ACFED Sahel ?

Zéneb Touré : L'Association « Appui - Conseil Femmes - Environnement - Développement au Sahel » est une ONG apolitique et laïque. Elle est créée par des personnes ressources intervenant au Sahel dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles de la lutte contre la désertification, du Genre et Développement et de décentralisation.

ST : Pourquoi visez-vous en priorité les femmes ?

ZT : L'apport des femmes à la gestion du développement en général dans les processus de décentralisation, de la GRN, de la lutte contre la désertification en particulier en Afrique, au Sahel et au Burkina n'est plus à démontrer. Pourtant elles rencontrent d'énormes difficultés pour faire face à leurs besoins essentiels, du fait de la dégradation des conditions de production agricole (capacités techniques, environnement économique et institutionnel...) et l'inefficacité des politiques et stratégies mises en œuvre pour y faire face. L'accroissement et l'aggravation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles tant du fait de leur raréfaction que de l'inefficacité des mécanismes de gestion des conflits touche particulièrement les femmes. Enfin, les difficultés inhérentes aux différents systèmes de production que sont l'insécurité foncière, l'approvisionnement, la production, la commercialisation, la formation et les déficiences de conseils techniques correspondants apportés aux femmes constituent une entrave à la promotion de la femme. C'est donc si les femmes ont besoin d'appui et de soutien pour jouer pleinement leur rôle dans le processus de développement.

Quels sont les objectifs d'ACFED Sahel ?

ZT : ACFED Sahel a pour objectif général de contribuer à la promotion du rôle et de la place de la femme pour un développ-

ment humain durable au Sahel. Cela constitue à la fois un espoir et un défi. Un espoir dans la mesure où le devenir des femmes requiert un réel renforcement de leurs capacités à travers leurs regroupements, leur formation, l'accès aux moyens de production (terre, crédit, etc.) et une implication véritable à tous les échelons de décision. Un défi parce que les femmes sont conscientes que cette implication ne se décrète pas, et qu'elle passe par leur volonté propre à se prendre en charge et à gérer leur destin. A ce effet, ACFED/Sahel constitue une initiative qui répond aux enjeux de l'heure et une opportunité pour les femmes sahéniennes qui aspirent au renforcement de leurs capacités et de leurs compétences aux niveaux organisationnel, juridique, financière, politique, etc...

ST : Comment se traduit cet objectif de promotion de la femme dans les activités de ACFED Sahel ?

ZT : ACFED Sahel appuie et conseille les organisations des femmes dans la conception, l'exécution, et le suivi - évaluation des projets. Nous mettons également en place des cercles de réflexions. ACFED Sahel a mis l'accent, au cours de son premier programme triennal, sur le renforcement des capacités des acteurs (décideurs, agents de projets, d'ONG et d'organisations paysannes) sur la prise en compte de la dimension genre dans leurs interventions. Le nouveau programme (2001 -2003) prévoit un encadrement terrain d'ACFED Sahel par l'application directe du genre à travers des actions de Recherche Action, d'Appui Conseil.

Contact

Zéneb Touré

Email <acfed@fasonet.bf>

OPINION: « Genre et GRN : Revenir à l'essentiel! »

Que la femme soit l'avenir de l'homme n'est plus une certitude pour les seuls poètes! Il faudrait ajouter qu'en Afrique, la femme est même le présent de l'homme: la situation économique des hommes a changé et on peut certainement affirmer que, depuis la dévaluation du franc CFA, cette situation a littéralement explosé, rendant du coup les femmes des pays concernés plus indispensables que jamais.

Sans avoir acquis le même statut que les hommes, les femmes africaines, nécessité oblige, sont devenues soutiens de famille. Ceci vient s'ajouter à une situation déjà bien ancienne où les femmes triment autant et souvent beaucoup plus que leurs maris: outre les tâches domestiques, ce sont les femmes qui assurent 80% de la production vivrière, 100% de la transformation des produits de base et près des trois quarts de leur commercialisation. Un rôle économique primordial que le droit ne sanctionne que rarement.

Parmi les grands sujets de débat au niveau du statut inégal dont souffrent les femmes, figure la grande question de la place des femmes dans la gestion des ressources naturelles. Je ne dis pas l'accès des femmes aux ressources naturelles: là est, en effet, une autre question. Je ne parle naturellement pas du droit de propriété des femmes en matière de ressources naturelles, particulièrement le foncier: là est encore une autre question.

La complexité du débat tient au fait qu'il y a beaucoup de confusions et de quiproquo. Le fait que les femmes siègent directement dans les institutions de gestion des ressources naturelles est tenu pour une incongruité dans de nombreux lieux et demeure une exception, même dans des endroits comme les Comores où existe la propriété des femmes sur certaines terres (les Manyahuli) qui d'ailleurs ne sont héritées que par les descendants féminins (sauf en cas d'extinction totale de la branche féminine des héritiers). Par contre, l'accès des femmes à l'usage des ressources naturelles est bien souvent organisé en faveur des femmes: accès aux parcelles les plus fertiles autour des villages; accès prioritaire au bois sec; en cas de pénurie, accès à la coupe d'arbres pour un volume donné. Enfin il faut revenir aux réalités concernant la propriété: de quelle propriété parle-t-on? Il y a en effet plusieurs propriétés et pas seulement en Afrique: avant le triomphe complet de la bourgeoisie et donc de la propriété bourgeoise sanctionnée par le droit dit moderne, la révolution française de 1789 se donnait pour tâche de préserver de l'absolutisme du roi, "les propriétés". La prudence s'impose donc et il y a lieu de se demander par exemple combien d'hommes et de femmes jouissent en Afrique de la propriété privée sur les terres?

Il faut, sans nul doute, revenir aux problèmes essentiels, ceux de la production et de la reproduction des communautés: en considérant les ressources naturelles comme un facteur de production, il faut se battre pour la sécurisation des droits d'usage, préluce presque partout à la sécurisation des droits de propriété. Que tous les groupes d'usagers, dont celui fondamental des femmes, aient droit à cette sécurisation, est un combat pour lequel il est possible de mobiliser les plus misogynes des hommes.

Dr Cheibane Coulibaly, Mali

Un combat pour lequel il est possible de mobiliser les plus misogynes

Compte rendu...

LANDNET WEST AFRICA EST LANCE !

Le réseau foncier ouest africain (Landnet West Africa) membre du réseau africain appelé LANDNET-AFRICA a organisé sa première rencontre régionale, les 12 et 13 février 2001, à Ouagadougou, au Burkina Faso. Neuf pays de la sous-région (Burkina Faso, Guinée, Mali, Nigeria, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana et Sénégal) ont pris part à cette rencontre. Par ailleurs, des représentants de Landnet Africa (dont la coordination est assurée par OSSRIA en Éthiopie), de DFID (Coopération britannique) et de IIED ont assisté à la réunion. Cette rencontre avait pour objectif principal la mise en place effective du réseau et l'identification d'axes pour un plan d'action indicatif. Outre les présentations faites par les représentants des différents pays portant sur le contexte et les grands enjeux en matière foncière, les participants ont été épartis en groupes pour approfondir les discussions autour de trois thèmes clés ; à savoir : (1) les types d'activités à mettre en œuvre ; (2) le mode de financement des activités du réseau et (3) les aspects liés à la structuration et à la communication. Le rapport détaillé de l'atelier est disponible auprès du coordinateur du réseau .

MBG

Contacts

Burkina Faso: Hubert Ouedraogo
Email: graf@liptinfor.bf / Tél: 00 226 33 47 14
Sénégal : Bara Guèye
Email: iiedsen@telecomplus.sn / Tél: 00 221 824 44 17

Humeur, Humour... Des latrines de développeurs!

Une ONG ayant établi une longue relation de partenariat avec une communauté du centre du Sénégal, voit la première phase de son programme arriver à terme. Pour magnifier les qualités de ce partenariat, la communauté organise une cérémonie pour marquer sa reconnaissance à l'ONG. Rien n'a été laissé au hasard : poulets, moutons, lait caillé et « tiakri » (bouillie à base de lait caillé et de cous-cous) bien frais, chants et danses: c'était le festin. Hélas, tout excès est nuisible! Les agents du projet sont pliés en deux, le ventre en ébullition, des gouttes de sueur perlent sur des visages déformés par des grimaces que seul un besoin incontrôlable peut inspirer : « Où sont les latrines ? » demandent-ils dans un souffle. « Des latrines ?... Nous n'en avons pas ?! La brousse est là !! » répondent leurs hôtes. Stupéfaction générale, mais pas le temps de débattre, c'est la débâcle! Chacun choisit qui, son arbuste, qui, sa haie de hautes herbes. Ayant réussi à obtenir un financement pour une nouvelle phase de leur programme avec cette communauté, l'ONG inscrit comme programme prioritaire la construction de... LATRINES ! Un *diagnostic* vraiment *rapide* et *participatif* ! Mais en fait, pour qui sont -elles, ces latrines ! Charité bien ordonnée, commence par soi-même. Sacré développeurs !!

Nous avons visité...<www.cig.sn>

C'est un coup de cœur pour ce site du groupe Communication Information et Gestion CIG! Vous y trouverez une foule d'informations sur la décentralisation au Sénégal. Vous apprécierez par dessus tout la cartographie détaillée des interventions des bailleurs de fonds dans ce domaine. Ce site a par ailleurs des liens avec ceux d'ONG et d'associations d'appui au développement, de quelques collectivités locales et avec celui de l'association des présidents de communautés rurales! 1,2,3 cliquez!!